

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Mairie de Dax

Correspondant : Mme Elisabeth Bonjean, Mairie de Dax, Rue Saint-Pierre, BP 50344, 40107 Dax cedex, tél. : 05 58 56 39 40, Poste 614, télécopieur : 05 58 56 39 41, courriel : commande.publique@grand-dax.fr, adresse internet : <http://www.dax.fr>

Objet du marché : Mission de maîtrise d'oeuvre - crypte archéologique - IMH « Temple Gallo-Romain »

Catégorie de services

Lieu d'exécution : 24 rue Cazade, 40100 Dax

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- La présente consultation lancée selon la procédure adaptée telle que prévue par l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 a pour objet une mission de maîtrise d'oeuvre relative à la conservation-restauration de la crypte archéologique, au 24 rue Cazade, 40 100 Dax. Celle-ci se constitue d'un édifice antique inscrit à l'Inventaire des Monuments Historiques par arrêté du 29 mai 1980 sous le nom de "Temple gallo-romain", conservé dans le sous-sol d'un bâtiment des années 1980 et constituant un lot de la copropriété "L'Îlot central". La présente mission de maîtrise d'oeuvre intègre une mission complémentaire d'OPC, selon la loi MOP en vigueur.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2021.

A l'issue de l'analyse des offres, la Ville de Dax se réserve le droit d'ouvrir une phase de négociation avec l'ensemble des candidats.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://marchespublics.landespublic.org>.

La visite du site de la crypte archéologique est obligatoire avant de présenter une offre. Elle aura lieu sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Personnes à contacter :

Mme Marie-Christine Meléndez, 05-58-56-20-50 ou 05-58-74-12-91, mcmelendez@dax.fr

Mme Aurélie SALHA, uniquement le matin, 05-58-56-20-50, asahla@dax.fr

musee@dax.fr

Prestations divisées en lots : non

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Unité monétaire utilisée, l'euro

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : Diplôme d'Architecte DPLG et/ou diplôme d'Architecte du Patrimoine ou équivalent
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

Autres renseignements demandés :

- Le candidat a la possibilité de fournir le DUME en lieu et place des DC1 et DC2.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Valeur technique (70 %)
- Prix (30 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 19 novembre 2018 à 13 h 00

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 18DX186

Renseignements complémentaires : Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le critère technique sera apprécié en fonction des sous-critères suivants sur la base des éléments fournis dans le mémoire technique :

- Méthodologie (comprenant notamment : la prise en compte des enjeux et de la complexité de l'opération, le déroulement de la mission et les relations avec la maîtrise d'ouvrage, le copropriétaire et les services de l'État, l'organisation dans le suivi de l'exécution du marché) (note sur 20)

- Moyens humains effectivement affectés à la présente opération : composition et qualifications de l'équipe ou du groupement et leur affectation aux différentes phases de l'opération (note sur 40) :

Pour information, le marché public comporte :

- une composante patrimoniale liée à la conservation-restauration d'un édifice archéologique antique inscrit au titre des Monuments historiques ;

- une composante relevant de la maîtrise d'oeuvre classique portant sur la réhabilitation d'un bâtiment contemporain et de ses équipements techniques.

Le candidat ou le groupement candidat aura notamment des compétences en :

- restauration du patrimoine bâti ;

- expertise archéologique : études, cristallisation et conservation de vestiges ;

- analyse climatique d'un site patrimonial ou archéologique ;

- énergie, fluide, acoustique, éclairage, chauffage, climatisation ;

- économie de la construction ;

- mise en valeur de site patrimonial.

- Programme d'exécution sommaire comprenant les délais d'intervention et le calendrier proposés, dans le respect du planning prévisionnel établi lors de l'étude de diagnostic (hors délais d'instruction et de validation) et adéquation avec les contraintes d'exploitation du site énoncées à l'article 21.6 du Document Marché (note sur 10)

Date d'envoi du présent avis à la publication : 09 octobre 2018

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : adresse internet : <http://marchespublics.landespublic.org>